

LETTRE d'information

Chère cliente, cher client,

Voici le contenu de notre lettre d'information pour le 1^{er} trimestre 2019 :

1. Bilan du 1^{er} trimestre
2. Revue macro-économique
3. Stratégie de placement obligataire
4. Stratégie de placement actions
5. Performances

Bilan du 1^{er} trimestre

Le tableau suivant illustre les performances (avec dividendes réinvestis) des principaux indices de marché pour le 1^{er} trimestre de 2019 :

Région / pays	Indice	Devise	Performances 1 ^{er} trimestre 2019 (%)
France	CAC 40	€	13,4
Allemagne	DAX	€	9,2
Actions européennes	Stoxx 600	€	13,3
Obligations zone euro	Euro MTS 7-10 ans	€	3,0
États-Unis	S&P 500	USD	13,6
Canada	S&P/TSX Composite	CAD	13,3
Royaume-Uni	FTSE 100	GBP	9,5
Japon	Nikkei 225	Yen	6,9
Monde	MSCI Monde	USD	12,7
Marchés émergents	MSCI Marchés Émergents	USD	9,9

Source : Bloomberg

Pour ce qui est du marché boursier français (CAC 40), ce dernier progresse plus fortement que le marché boursier allemand, étant donné le poids important de l'industrie automobile

en Allemagne, en première ligne des disputes commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Finalement, si les obligations de la zone euro ont fortement progressé sur la période (en raison de la baisse des taux d'intérêts), il est à prévoir que la performance de la classe d'actifs peut difficilement aller plus haut en 2019, étant donné la faiblesse des taux d'intérêts (une obligation émise par la France échéant dans 10 ans rapportait 0,37 % au 31 mars 2019).

Les marchés boursiers ont démarré l'année en fanfare, après une année 2018 plutôt décevante. Hormis le Japon, les grandes places boursières mondiales affichent des rendements de près de 10 %, voire mieux. Les performances 2018 ont été plombées par un pessimisme exagéré, et le rebond n'est ni plus ni moins qu'un ajustement à ce pessimisme, transformé en un optimisme justifié, selon nous.

Revue macro-économique

Au niveau macro-économique, l'OCDE a revu à la baisse ses prévisions de croissance : pour 2019, l'économie mondiale devrait croître de 3,3 % (3,5 % auparavant), et 3,4 % pour 2020 (3,5 % auparavant), principalement en raison du ralentissement économique en Europe.

SIÈGE SOCIAL

94, rue de Courcelles
75008 Paris
Téléphone : 01 44 15 81 81
www.optimumfinanciere.fr



Lettre d'information info

Zone euro

Au sein de la zone euro, le ralentissement économique est particulièrement marqué : si la prévision de croissance s'élevait à 1,8 % pour 2019, celle-ci a récemment été révisée à la baisse à 1,0 %. Cette révision fait suite aux craintes concernant le *Brexit*, le ralentissement chinois (et son impact sur l'industrie automobile allemande) et la situation économique en Italie (récession). À titre d'exemple, le ratio des entreprises qui ont battu les attentes de profits versus celles qui les ont ratées est presque au plus bas depuis 2013. Incidemment, l'euro est tombé à son plus bas depuis juin 2017 face au dollar américain (1,12 USD/€).

En ce qui a trait à la politique monétaire de la *Banque Centrale Européenne (BCE)*, cette dernière a bien sûr pris acte du ralentissement économique au sein de la zone euro. Ainsi, elle ne relèvera pas son taux directeur avant 2020 d'une part, et d'autre part elle renouvèlera son programme de prêts avantageux pour les banques de la zone euro jusqu'à 2021, de façon à ce que les liquidités injectées soient transmises à l'économie réelle.

En France, l'économie tient cependant le coup, ce malgré le mouvement des gilets jaunes, mouvement qui semble toutefois s'essouffler. Les principaux indicateurs économiques demeurent bien orientés, comme en fait foi la confiance du consommateur qui est en hausse. Aussi et ce n'est pas anodin, l'impôt sur les sociétés amorce sa baisse (31 % actuellement, 25 % visé en 2022).

En ce qui a trait à l'actualité des entreprises, *Électricité de France (EDF)* fait l'objet de rumeurs de nationalisation par l'État, ce dernier détenant déjà la grande majorité du capital de l'électricien : cette rumeur a eu pour effet de rehausser la notation de l'émetteur à A-

(*Standard & Poor's*). De leur côté, les foncières affichent toujours de bons résultats, *Icade*, *Gecina* et *Unibail-Rodamco* entre autres. Bien évidemment, le feuilleton entre *Covéa* et *Scor* se poursuit, cette fois-ci devant les tribunaux. Pour rappel, *Covéa* (détenant 8 % du capital de *Scor*) souhaite mettre la main sur le réassureur. Du reste, les sociétés œuvrant dans le secteur du luxe comme *LVMH* et *Kering* affichent de solides résultats.

En Allemagne, la situation économique est moins favorable, l'industrie automobile du pays étant frappée de plein fouet par les mesures protectionnistes de *Donald Trump*. Le pays a cependant évité de justesse la récession au dernier trimestre de 2018, après un 3^e trimestre qui a vu son *Produit Intérieur Brut (PIB)* décroître de -0,2 %. En ce qui a trait à l'actualité des sociétés, *Deutsche Bank* (qui est d'ailleurs sous enquête pour des failles à son dispositif de blanchiment de capitaux) pourrait, à terme, fusionner avec *Commerzbank*.

En Italie, la situation évolue peu ; le pays est en effet entré en récession en fin d'année dernière, étant donné la décroissance de son *PIB* au 3^e et 4^e trimestre de 2018. Incidemment, la croissance économique devrait marquer le pas en 2019, avec une croissance anticipée de 0,2 % seulement. Sur le front politique, *M. Salvini* (leader de *La Ligue*) a récemment affirmé que le pays ne quittera pas l'*UE*, ce qui est en soit une bonne nouvelle.

En Espagne, la situation est toute autre – le *PIB* augmente à un rythme soutenu, et les prévisions des économistes sont à l'effet qu'une croissance économique de 2,2 % est attendue en 2019. En ce qui a trait à l'actualité des sociétés, les banques poursuivent leurs efforts de rationalisation des effectifs, *Banco Santander* notamment (suppression de 3 000 postes).



Lettre d'information

info

États-Unis

L'économie américaine, bien qu'elle poursuive une expansion économique ininterrompue depuis 2009 (la plus longue de l'histoire), commence toutefois à s'essouffler. Les ventes au détail ont d'ailleurs reculé en décembre au plus fort rythme depuis 2009. La probabilité de récession demeure toutefois marginale (sous la barre des 25 %), ce qui est en phase avec la hausse de l'indice de confiance des consommateurs du *Conference Board*, qui a rebondi plus fortement qu'attendu en février. De même, le *PIB* a fortement rebondi au cours du dernier trimestre de l'année dernière (+2,6 % en rythme annualisé), tandis que les salaires ont fortement augmenté.

Sur le front politique, le Président *Trump* monopolise l'actualité, notamment avec le financement du mur entre les États-Unis et le Mexique ; il a cependant été blanchi des accusations pesant contre lui, relatives à une possible collusion avec la Russie lors de l'élection de 2016. En ce qui a trait à la guerre commerciale opposant le pays avec la Chine, Pékin et Washington ont posé les bases d'un accord, accord qui inclurait la quasi-totalité des demandes américaines.

Dans l'actualité des entreprises, *Boeing* est aux prises avec d'importants problèmes sur le modèle 737 Max, suivant l'écrasement d'un vol d'*Ethiopian Airlines* ; à cet égard, plusieurs pays ont d'ailleurs décidé de suspendre tous les vols opérés par ce modèle.

Du côté de la politique monétaire, la *Réserve Fédérale* a ralenti (voir interrompu) son programme de hausse des taux pour 2019, en raison, entre autres, des tensions commerciales avec la Chine et du ralentissement européen.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est toujours empêtré dans le *Brexit* – l'agence de notation *Fitch* a d'ailleurs placé le pays sous surveillance négative, et envisagerait d'abaisser la notation du Royaume-Uni en cas d'un *Hard Brexit*. La *Banque d'Angleterre* a d'ailleurs exigé de certaines banques de provisionner pendant 100 jours (au lieu de 30 jours) suffisamment d'actifs liquides, pour parer à une éventualité défavorable. En ce qui a trait aux négociations avec l'*UE*, la situation est nettement plus complexe : *Theresa May* a mis tout son poids dans la bataille, de façon à obtenir une entente favorable pour tous.

Canada

La croissance économique, après avoir culminé à 1,8 % en 2018, devrait ralentir quelque peu en 2019, pour avoisiner 1,5 %. L'inflation, quant à elle, a progressé à un taux de 2,3 % en 2018, mais devrait aussi ralentir à 1,7 % en 2019, s'établissant proche de la cible de la *Banque du Canada* (2,0 %).

Incidemment et par mesure de prudence, la *Banque du Canada* a acté une pause dans son resserrement monétaire (le taux directeur est à 1,75 %), comme la *Réserve fédérale* aux États-Unis. Une obligation émise par le gouvernement du Canada échéant dans 10 ans affiche aujourd'hui un taux de 1,62 %, contre 1,98 % à la fin de l'année dernière. Au cours du trimestre, le dollar canadien s'est nettement renforcé par rapport à l'euro, à la faveur du rebond du prix du baril de pétrole canadien.

Aussi et ce afin de juguler le ralentissement du marché de l'immobilier, la *Société canadienne d'hypothèque et de logement*, dont la principale fonction est d'assurer un faible coût des hypothèques pour les canadiens en fournissant



Lettre d'information

info

une assurance aux emprunteurs, a assoupli ses conditions d'accessibilité à la propriété. Par ailleurs et conséquence des mesures visant à limiter la spéculation immobilière en Ontario et en Colombie-Britannique, de plus en plus d'acheteurs étrangers se tournent vers le marché immobilier du Québec.

En ce qui a trait à l'actualité des entreprises, Bombardier profite de l'entente avec *Airbus*, ses résultats affichant une nette progression.

Gestion obligataire

Comme nous le mentionnons depuis plusieurs trimestres, voire plusieurs années, la gestion obligataire est très complexe en raison de la faiblesse des taux d'intérêts. À titre d'exemple, une obligation émise par l'Allemagne échéant dans 10 ans rapportait -0,07 % (au 31 mars 2019), tandis que l'équivalent français rapportait 0,37 %. Nous demeurons toujours prudents dans notre allocation d'actifs. Même si les récentes évolutions des discussions sino-américaines rendent une guerre commerciale de moins en moins probable, la dégradation du contexte économique et politique (*Brexit*) favorise les actifs refuges européens.

Incidemment, la hausse de notre exposition aux dettes souveraines « cœur » de la zone euro reflète ces considérations stratégiques et permet au fonds *Optimum Obligations* d'afficher une performance attrayante de 1,92 % (net de frais de gestion) sur le premier trimestre.

Gestion actions

La gestion des actions a été très compliquée en 2018 ; cependant, les fonds gérés par *Optimum Gestion Financière S.A.* ont su se distinguer. Le fonds *Optimum Actions* (actions européennes) a été fidèle à l'approche de gestion véhiculée, c'est-à-dire la préservation du capital comme objectif premier. Dans ce contexte, le fonds a affiché une performance de -5,3 % (net de frais de gestion), comparativement à -9,8 % pour son indicateur de référence, ce qui en fait le 20^e fonds (sur 481) de sa catégorie, selon *Citywire*. Fait à noter, seulement 23 % des gérants européens ont surperformé leur indice l'année dernière.

En actions canadiennes, nous avons initié des positions dans *Fortis Inc.*, plus grande société canadienne de services aux collectivités, afin de diversifier le portefeuille sur ce secteur. Aussi, nous avons rouvert notre position dans *MTY Food Group*, précédemment clôturée suite à son inclusion dans l'indice *S&P/TSX Composite*. Par ailleurs, nous avons clôturé notre position dans *Shaw Communications*, société de télécommunications, en raison d'une détérioration de la rentabilité.

Lettre d'information

info

Performances de nos Fonds Communs de Placements et des contrats multisupports commercialisés par Optimum Vie

		Année 2019	Au 31 décembre 2018		
			sur 5 ans	sur 8 ans	sur 10 ans
OPCVM	Optimum Actions	11,45 %	14,04 %	30,37 %	66,31 %
	Optimum Actions Internationales	11,73 %	24,19 %	41,92 %	108,70 %
	Optimum Obligations	1,92 %	4,90 %	23,57 %	36,11 %
	Optimum Patrimoine	8,09 %	16,66 %	35,30 %	81,13 %
	Optimum Actions Canada (Part R)	14,62 %	-5,89 %	s. o.	s. o.
	Palatine MOMA B	-0,01 %	0,19 %	2,23 %	4,31 %
Profils d'investisseurs	Fonds en Euros	s. o. %	10,21 %	20,49 %	29,94 %
	Profil Prudence	5,71 %	11,27 %	29,61 %	59,90 %
	Profil Équilibre	7,50 %	13,40 %	31,29 %	67,18 %
	Profil Diversifié	8,09 %	16,66 %	35,30 %	81,13 %
	Profil Dynamisme	11,24 %	18,87 %	36,06 %	86,87 %

Notes :

- Les informations indiquées dans ce document complètent les publications réglementaires, disponibles sur demande auprès d'Optimum Gestion Financière S.A. ;
- Les performances passées ne préjugent pas des performances futures ; de plus, les performances des contrats en unités de compte sont hors prélèvements sociaux ;
- Les performances sont cumulatives et nettes de frais de gestion des OPCVM, sont basées sur une période de détention complète sans rééquilibrage et sont exprimées en € ;
- La performance du Fonds en euros (1,51 % pour 2018) est nette de frais de gestion et hors prélèvements sociaux ; la performance est celle du contrat *Optimum Placements Privilèges* ;
- Le *Fonds Optimum Actions Canada* a été créé le 1^{er} juin 2013.

Pour tout renseignement supplémentaire,
n'hésitez pas à nous contacter sur
ogf@optimumfrance.com

De plus, nous vous invitons à consulter
notre site Internet à l'adresse suivante :
www.optimumfinanciere.fr



OPTIMUM
Gestion financière